

Atelier régional de Cotonou sur la gestion des déchets du 9 au 11 juillet 2002.

Mise en place de structure de pré collecte et de traitement des déchets solides urbains dans une capitale tropicale : cas de Yaoundé au Cameroun.

● Partenaires

1. ERA – Cameroun : coordination
2. POLDEN (INSAVALOR)
3. Communauté Urbaine de Yaoundé
4. Commune urbaine d'Arrondissement de Yaoundé 6
5. Société HYSACAM
6. GIC JEVOLEC

PRÉSENTATION DU CONTEXTE

- Déficit de route carrossable (800 km pour la ville), soit 4,4 km/km²: seulement 30% sont bitumées.
- Croissance démographique rapide (+ 5,6% par an, doublement tous les 8 ans).
- 44% de la superficie de la ville est spontanée, dont moins de 0,5 km de route par km², 50% de la population urbaine ;
- Taux de collecte des déchets inférieur à 30% dans les quartiers spontanés et 40% dans l'ensemble de la ville.
- Trois des cinq quartiers pilotes sont dans les quartiers spontanés et deux dans les quartiers périphériques.
- La population des quartiers pilotes retenus est de 11 000 Habitants

HYPOTHESES DE DEPART

- Les déchets des quartiers spontanés et périphériques de Yaoundé ne sont pas entièrement accessibles par camion. On ne peut y accéder que par les moyens non motorisés.
- 3 hypothèses :
 - On peut arriver à mobiliser la participation des populations pour la pré collecte non motorisée dans les quartiers difficiles ;
 - On peut créer un dialogue entre les petits opérateurs, la CUY et Hysacam à travers une concertation permanente ;
 - Il n'y aura plus d'arrêt de service de collecte pour les 4 prochaines années.

OBJECTIFS DU PROJET

- Contribuer à l'amélioration du taux de couverture de la collecte dans les quartiers difficiles et créer une complémentarité entre les petits opérateurs et l'entreprise qui assure la collecte à l'échelle de la ville ;
- Déterminer et mettre en œuvre les conditions pour relayer la collecte classique dans les quartiers difficiles ;
- Déterminer les conditions de pérennisation et de répliquabilité de ce type d'opération ;
- Lutter contre la pauvreté et la marginalisation des quartiers difficiles ;
- Mettre en place une dynamique relationnelle entre les différents acteurs en présence ;
- Expérimenter différentes modalités de participation des usagers au financement du service de gestion des déchets.

MÉTHODOLOGIE D'INTERVENTION

- ☞ **Coordination de l'équipe de travail**
- ☞ **Enquête et interviews (cibles)**
 - ☞ CUY, CUA, HYSACAM, ministères techniques
 - ☞ Identification des petits opérateurs (36 au total dont 15 associations de quartiers et entreprises assurant la collecte de leurs déchets).
 - ☞ Enquête et entretien avec 21 petits opérateurs (GIC, ONG, Associations, PME)
- ☞ **Recensement des populations et de l'habitat**
 - ☞ les quartiers pilotes, environ 11 000 habitants et 1600 ménages ;
 - ☞ Enquête auprès de 300 ménages des quartiers pilotes.

MÉTHODOLOGIE D'INTERVENTION

- ☞ **Recherche documentaire**
 - ☞ Textes de loi sur la gestion des déchets
 - ☞ Production et caractéristiques des déchets
 - ☞ Autres expériences de pré collecte
- ☞ **Réunions d'information avec les habitants**
 - ☞ Plusieurs réunions par quartier avec la participation de tous les partenaires
 - ☞ Implication des populations dans le projet
- ☞ **Identification des contraintes physiques de mise en œuvre**
 - ☞ Pistes, ponceaux, pente, largeur des pistes, points de traversée
 - ☞ Choix de l'itinéraire et de matériels de pré collecte

CADRE INSTITUTIONNEL

- Plusieurs acteurs institutionnels interviennent sans qu'il y ait une coordination des actions (Ministères, CUY, CUA).
- Les bailleurs de fonds aussi interviennent sans aucune coordination des actions, ce qui fragilise certaines initiatives locales.
- Les ANG interviennent, mais leur rôle n'est pas défini par les textes, d'où le manque de visibilité et leur faiblesse à mobiliser des fonds importants.
- Deux principaux textes confient la responsabilité de gestion des déchets aux communes (loi de 1974 et 1987).
- La loi cadre sur l'environnement de 1996, confère la responsabilité aux producteurs de payer pour l'élimination, mais les décrets d'application tardent à sortir.
- Les usagers sont peu associés aux décisions sur la gestion des déchets.

LE FINANCEMENT

- Dépenses de gestion des OM à Yaoundé : 16 000 FCFA/tonne pour 2,5 milliards de FCFA/an
- Sources de financement
 - Produits de la TEOM (1 à 15% des besoins)
 - Subvention de l'ETAT (40 à 80% des besoins)
 - Participation des collectivités dont :
 - CUY (10 à 35% des besoins)
 - Les six CUA (6 à 13% des besoins)
- La pré collecte des déchets dans les quartiers difficiles entraînerait une augmentation de l'ordre de 600 millions de FCFA/an, pour 1000 emplois de proximité.
- A travers les factures d'électricité, on peut mobiliser une participation des usagers estimée à 1,5 milliards de FCFA/an.

PRODUCTION ET COMPOSITION DES DÉCHETS MÉNAGERS

- ☞ Un habitant de Yaoundé produit en moyenne 0,8 kg de déchets solides par jour
- ☞ Densité 0,24 en saison sèche et 0,36 en saison de pluies
- ☞ 50 à 70% d'humidité
- ☞ 80 à 90% de matières fermentescibles
- ☞ Moins de 2% des déchets sont valorisés.

LES EXPERIENCES PASSEES.

- ☞ **Le compostage artisanal**
 - ☞ Yaoundé, 15 sites entre 1992 et 1996, en moyenne 20 tonnes de déchets traités par jour (6 tonnes de compost) ;
 - ☞ Bafoussam, 8 sites entre 1994 et 2000, en moyenne 12 tonnes de déchets traités par jour ;
 - ☞ Bafang, 1 site entre 1995 et 1997, 1,5 tonnes de déchets par jour ;
 - ☞ Garoua, 1 site entre 1995 et 1997, 2 tonnes de déchets par jour.
- ☞ **Collecte des déchets (PSU), 15 tonnes de déchets par jour,**
- ☞ **Précollecte GIC JEVOLEC**
- ☞ **Précollecte dans le quartier Briqueterie**

LES PETITS OPERATEURS DU DECHET ET DE L'ASSAINISSEMENT

- ☞ 36 organisations recensées, dont 8 dans les quartiers pilotes ;
- ☞ Quatre entreprises assurent elles-mêmes le transport de leurs déchets en décharge;
- ☞ 21 opérateurs ont été enquêtés, 74% de ces organisations sont créées après 1990, et 65% ont moins de 20 membres ;
- ☞ Sur la base de 10 critères, 5 des 21 organisations enquêtées ont été jugées aptes à participer au projet ;
- ☞ Deux opérateurs les plus performants ont été retenus pour conduire la phase opérationnelle sur le terrain :
 - ☞ GIC JEVOLEC pour le quartier Nsimeyong IIB
 - ☞ TAM TAM Mobile pour les quartiers Melen III et IV

REPARTITION DES ROLES

- ☞ La Communauté Urbaine de Yaoundé (CUY)
 - ☞ Arbitrage des conflits entre petits opérateurs et HYSACAM;
 - ☞ Choix de l'emplacement des bacs de transfert;
 - ☞ Validation du cahier de charge de l'opérateur;
 - ☞ Contribuer à la pérennisation et réplification du projet
- ☞ LA CUA de Yaoundé 6
 - ☞ Prendre des mesures réglementaires pour amener les ménages non participants à jeter les déchets dans les bacs;
 - ☞ Validation de cahier de charge de l'opérateur;
 - ☞ Animer l'instance de concertation;
 - ☞ Contribuer à la pérennisation et réplification du projet

REPARTITION DES ROLES

- ☞ Les Prestataires (GIC JEVOLEC et TAM TAM Mobile)
 - ☞ Précollecte des déchets des ménages aux bacs
 - ☞ Nettoyage des abords des bacs de transfert
 - ☞ Collecte de la contribution des ménages
 - ☞ Remplissage des fiches de suivi du projet
- ☞ HYSACAM
 - ☞ Choix de l'emplacement de bacs de relais et mise en place
 - ☞ Participation au nettoyage des tas sauvages dans les quartiers
 - ☞ Participation aux réunions
 - ☞ Transport des déchets en décharge
- ☞ Populations
 - ☞ Proposer des sanctions pour les ménages non engagés déversant les déchets dans les endroits inappropriés
 - ☞ Arbitrer les conflits éventuels entre les clients et les prestataires
 - ☞ Payer pour l'évacuation de leurs déchets par le prestataire

REPARTITION DES ROLES (fin)

- ☞ ERA – Cameroun
 - ☞ Aider le prestataire à préparer son cahier de charge;
 - ☞ Encadrement social et technique du prestataire;
 - ☞ Élaboration des stratégies de recouvrement des coûts avec les prestataires;
 - ☞ Suivi et évaluation du projet;
 - ☞ Définition des conditions de répliquabilité du projet
 - ☞ Médiation entre le prestataires et les populations en cas de conflit.
- ☞ INSA VALOR, POLDEN
 - ☞ Élaboration de fiche de suivi et évaluation
 - ☞ Définition des conditions de répliquabilité
 - ☞ Documentation à partir des autres expériences de précollecte.

LES MOTIVATIONS DES POPULATIONS A PARTICIPER

- ☞ L'insalubrité est perçue comme un problème prioritaire par les ménages des quartiers pilotes ;
- ☞ Quelques initiatives sont engagées par les populations pour résoudre le problème, sans succès ;
- ☞ 62% des ménages sont prêts à confier leurs déchets à un tiers pour le transport vers les bacs ;
- ☞ 54% des ménages des quartiers retenus sont prêts à payer entre 500 et 2000 FCFA par mois pour la précollecte de leurs déchets ;
- ☞ 86% des ménages sont conscients du fait qu'ils sont responsables de la précollecte de leurs déchets.

ORGANISATION TECHNIQUE

- ☞ Les trois quartiers dans lesquels nous travaillons produisent en moyenne 8 tonnes de déchets par jour ;
- ☞ Dans les quartiers spontanés les chemins existants ne dépassent pas 1,5 m de large et la pente est supérieure à 10% par endroits ;
- ☞ On ne peut accéder à 38% des maisons qu'à pied ;
- ☞ Le transport des déchets se fera par les porte-tout, les brouettes et les sacs ;
- ☞ La fréquence de précollecte est journalière et les horaires, entre 6 heures et 10 heures ;
- ☞ 20 personnes pour les 3 quartiers, dont 2 personnels administratifs.

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

- ☞ **Besoins en petits équipements : 4,5 millions de FCFA ;**
- ☞ **Charges de fonctionnement**
 - ☞ Personnel : 580 000 FCFA/mois
 - ☞ Achat des sacs : 80 000 FCFA/mois
 - ☞ Entretien du matériel : 72 000 FCFA/mois
 - ☞ Frais de location de magasin : 60 000 FCFA/mois
 - ☞ Etablissement des factures : 9 000 FCFA/mois
 - ☞ Renouvellement de petits matériels : 212 000 FCFA/mois
- ☞ **Total des charges : 1 013 000 FCFA/mois.**
- ☞ Recettes : 908 000 FCFA/mois (déficitaire)

PERSPECTIVES

- ☞ Organisation d'un atelier local (Sept ?)
- ☞ Suivi et évaluation de l'opération
- ☞ Réplication dans les autres quartiers (mobiliser env 600 millions de FCFA/an)
- ☞ Assurer le devenir des petits opérateurs sur leur secteur et dans la perspective de la réplication

ANALYSE DU RETOUR D'EXPERIENCE

- ☞ **Objectifs :** identifier les points clés (facteurs de réussite, causes d'échec), optimiser l'organisation, les coûts, les moyens techniques, les conditions de travail
- ☞ **Moyens :** recherche documentaire (internet, bases de données, contacts), sélection et analyse de 13 opérations : Khulna, Lucknow, Yaoundé, Bamako, Mopti, Conakry, Niamey, Ouagadougou, Rufisque, Thiès

ANALYSE DU RETOUR D'EXPERIENCE

- ☞ **Un constat :** niveau d'information insuffisant pour envisager une réelle optimisation
- ☞ **Quelques points clés néanmoins :**
 - implication de la population
 - formation et soutien technique
 - montant et recouvrement des abonnements
 - aide à l'investissement
 - auto-financement du fonctionnement
 - choix du matériel
 - implication des pouvoirs publics

ANALYSE DU RETOUR D'EXPERIENCE

Une grille d'analyse pour une réelle évaluation

- ☞ **identification précise de la structure coordinatrice et du prestataire de précollecte**
- ☞ **présentation détaillée de l'opération**
- ☞ **organisation matérielle**
- ☞ **organisation humaine**
- ☞ **organisation financière**
- ☞ **analyse des résultats**

ANALYSE DU RETOUR D'EXPERIENCE

Pour aller plus loin

- ☞ **proposition de constitution d'un groupe de travail pour la rédaction d'un document de synthèse**
- ☞ **communication du rapport aux membres de ce GT pour correction, compléments, optimisation de la grille d'analyse**
- ☞ **passage au crible de la grille des opérations de précollecte du programme en cours**
- ☞ **diffusion et étude des résultats**
- ☞ **construction du sommaire du document de synthèse et contribution de chacun à la rédaction**